INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE
DIRECTION DES STATISTIQUES ET DES SYNTHESES ECONOMIQUES
SERVICE DES COMPTES ECONOMIQUES ET DES ANALYSES MACROÉCONOMIQUES

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES COMPTES DE LA NATION EN 2011

N°2014-02 JANVIER 2014

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La croissance économique est forte (6,6%) mais moindre qu'en 2010.

L'activité économique au Burkina Faso en 2011 s'est déroulée dans un environnement international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale. La succession des chocs, notamment la crise de l'endettement suivie des perturbations des marchés financiers ont mis à mal les anticipations de croissance essentiellement dans la zone Euro, aux Etats-Unis et au Japon où le taux de croissance est passé de 4,4% en 2010 à -0,7% en 2011.

Dans la zone UEMOA, l'activité économique est marquée par un net ralentissement dû à la crise post-électorale en Côte d'Ivoire mais également par des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011-2012. Ce qui impacte négativement sur les économies des autres pays de l'Union. Les tensions inflationnistes reprennent du service en raison des tensions accrues sur les prix des denrées alimentaires importés et les produits pétroliers. Le niveau général des prix en moyenne annuelle, s'accroit de 3,9% en 2011 contre 1,4% en 2010 ; dépassant ainsi le seuil communautaire de 3%.

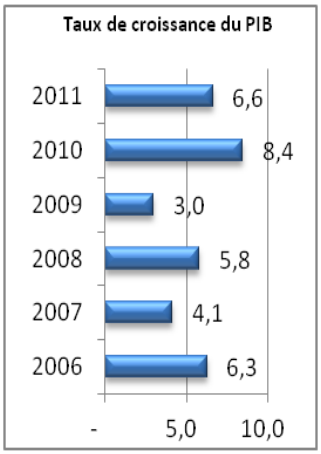
Au plan interne, la croissance de l'activité économique est forte (+6,6%). Elle demeure cependant inférieure à son niveau de de 2010 (+8,4%). En effet la sécheresse survenue dans les pays de la bande sahélienne à la fin de 2011 et la crise ivoirienne entraînent un ralentissement de l'activité économique. Du côté de l'offre, le secteur primaire enregistre une contreperformance due aux mauvais résultats de la campagne agricole et enregistre une baisse de l'ordre de -3,9%. Le secteur tertiaire connaît aussi un ralentissement avec un taux de croissance qui dégringole de 7,8% en 2010 à 2,5% en 2011. Quant au secteur secondaire, il enregistre des performances record dû au secteur minier (notamment l'or) avec un taux de croissance de 29,9% en 2011 contre 2,4% en 2010. Du côté de la demande, la contribution à la croissance de la consommation finale s'améliore ; passant de 2,9 points en 2010 à 3,8 points en 2011. Elle demeure également la principale composante du PIB (80%). La croissance en 2011 continue d'être tirée et de manière grandissante par les investissements qui contribuent à hauteur de 6,7 points (3,0 points en 2009 ; 4,9 points en 2010) et ce, en relation avec le boum minier. L'inflation passe de -0,6% en 2010 à 2,8% en 2011. Cette tension inflationniste est imputable aux produits alimentaires tant importés que locaux mais aussi à la restauration. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages connaît un ralentissement (5% en 2011 contre 8% en 2010). Le taux d'épargne des ménages s'établit à 16,1% ; soit une amélioration de 1 point par rapport à l'année précédente. Le taux de

SOMMAIRE :

- ***L'activité économique au Burkina en 2011 s'est déroulée dans un environnement international marqué par un ralentissement de la croissance mondiale.***
- ***Au plan interne, la croissance de l'activité économique est forte (+6,6%). Elle demeure cependant inférieure à son niveau de de 2010 (+8,4%).***
- ***L'inflation en 2011 s'est établie à 2,8% contre –0,6% en 2010 .***

DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2-3
LA DEMANDE	4-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES APU	8



marge des sociétés non financières ne cesse d'être attractif et gagne 10,6 points en 2011 par rapport à un gain de 3,5 points en 2010. La situation des administrations publiques enregistre de bonnes performances grâce à une mobilisation des recettes fiscales qui s'améliore d'année en année. Globalement, le déficit public rapporté au PIB s'établit à 3,0% en 2011 contre 3,5% en 2010. Les importations connaissent une hausse en volume due aux investissements miniers. Les exportations connaissent également une hausse en volume imputable à l'or qui demeure le premier produit d'exportation. La balance commerciale reste déficitaire en 2011 mais s'améliore par rapport à l'année précédente. Cette amélioration est le résultat d'une augmentation plus importante des exportations par rapport à celui des importations.

« LA FORTE CROISSANCE DU PIB S'EXPLIQUE PAR LE DYNAMISME DU SECTEUR SECONDAIRE ET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES. »

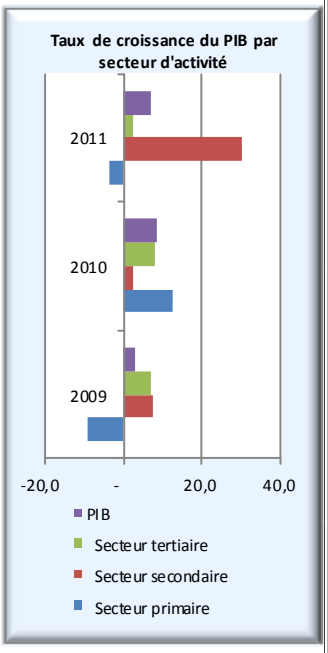
EVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Forte croissance économique en 2011

L'économie Burkinabé croit de 6,6% en 2011 contre 8,4% en 2010. Cette situation s'explique par le dynamisme du secteur secondaire et des administrations publiques conjugué à un recul de l'activité dans le secteur primaire en raison de la mauvaise campagne agricole. L'activité des services marchands est restée globalement stable par rapport à l'année précédente. En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 44,3% de la valeur ajoutée totale. Cette structure tend cependant à diminuer au fil des années. Le secteur primaire occupe 24,7 % de la valeur ajoutée totale en 2011, en retrait de deux points par rapport à 2010.

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2011		
	2009	2010	2011	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
Secteur primaire	**-9,3**	**12,5**	**-3,9**	**1 555,8**	**884,1**	**-1,1**
Agriculture	-17,2	19,8	-8,3	842,6	464,1	-1,2
Agriculture vivrière	-14,8	21,9	-7,8	648,9	374,1	-0,9
Agriculture de rente	-25,0	12,0	-10,4	193,7	90,0	-0,3
Elevage	1,3	4,6	1,3	541,6	312,4	0,1
Sylviculture, Pêche et Chasse	0,1	5,1	2,1	171,7	107,6	0,1
Secteur secondaire	**7,1**	**2,4**	**29,9**	**1 177,8**	**761,3**	**5,2**
Extraction	172,7	73,0	33,2	512,4	115,4	0,9
Industrie manufacturière	-2,6	-9,6	19,6	342,7	308,1	1,5
Industries textiles	2,1	-15,6	49,4	54,3	21,3	0,2
Autres industries manufacturières	-2,9	-9,2	17,8	288,5	286,7	1,3
Energie (Electricité, Gaz, eau)	6,8	-23,1	53,3	42,3	72,0	0,7
BTP	6,1	10,5	36,5	280,3	265,9	2,1
Secteur tertiaire	**7,0**	**7,8**	**2,5**	**1 884,9**	**1 589,1**	**1,2**
Services marchands	10,8	12,2	0,1	1 027,9	942,5	0,0
Transports	-13,1	-8,5	2,8	60,0	37,2	0,0
Postes et télécommunications	-7,1	44,7	14,3	111,6	196,1	0,7
Commerce	17,2	14,6	-10,8	597,7	418,8	-1,5
Banques et assurances	-3,2	3,4	21,5	73,7	81,7	0,4
Autres services marchands	23,2	-4,4	5,9	185,0	208,6	0,3
Services non marchands	1,5	0,9	7,5	914,6	699,1	1,4
Administrations publiques et ISBL	1,2	0,2	8,2	824,1	621,2	1,4
Autres services non marchands	3,6	6,5	1,9	90,5	77,9	0,0
SIFIM	-6,3	-7,7	24,7	-57,6	-52,5	-0,3
Impôts et taxes	**17,8**	**12,7**	**14,4**	**456,7**	**351,2**	**1,3**
PIB	**3,0**	**8,4**	**6,6**	**5 075,2**	**3 585,7**	**6,6**

EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE



Le secteur primaire recule

En 2011, le secteur primaire recule de 3,9%. Cette situation est induite par la mauvaise campagne agricole de 2011. En effet, la campagne agricole s'est caractérisée par une installation tardive des précipitations et une répartition spatio-temporelle insuffisante. En conséquence, la valeur ajoutée des branches agriculture vivrière et de rente ont chuté (-7,8% et -10,4% respectivement). Par ailleurs, l'activité de l'élevage et de la sylviculture, pêche et chasse a évolué modérément. En somme, le secteur primaire contribue négativement à la croissance du PIB en 2011 (-1,1 point de pourcentage).

En 2010, le secteur primaire avait bondit de +12,5%.

Le dynamisme du secteur secondaire

En 2011, la valeur ajoutée brute du secteur secondaire progresse de +29,9%, une croissance soutenue par l'ensemble des sous-secteurs d'activités. En 2010, le secteur secondaire a évolué de +2,4%.

Au niveau des activités extractives, l'exploitation aurifère s'est bien comportée. En effet, les bonnes perspectives sur le prix d'achat à l'international de l'or dopent l'activité des sociétés minières qui produisent 32,6 tonnes d'or contre 23,0 tonnes en 2010. La croissance de la valeur ajoutée du secteur de l'extraction est alors de 33% et la contribution des industries extractives à la croissance économique s'élève à 0,9 point.

Les bâtiments et travaux publics (BTP) progressent de +36,5% en 2011 contre +10,5% en 2010. Cette hausse est imputable aux grands chantiers entrepris par le gouvernement ainsi qu'aux activités de constructions commanditées par les entreprises minières.

L'industrie textile croit fortement de +49,4% contre une baisse en 2010 (-9,6%). Cette situation s'explique par la bonne récolte cotonnière de la campagne agricole 2010/2011. En effet, même si la récolte de la campagne 2011/2012 est mauvaise, il faut signaler que c'est surtout la production de coton graine de la campagne précédente qui est égrenée.

L'activité des autres industries manufacturières progresse (+17,8%) après trois années consécutives de baisse.

Avec une contribution à la croissance de 5,2 points, le secteur secondaire est le moteur de la croissance économique en 2011.

« AVEC UNE CONTRIBUTION À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE 5,2 POINTS, LE SECTEUR SECONDAIRE EST LE MOTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN 2011. »

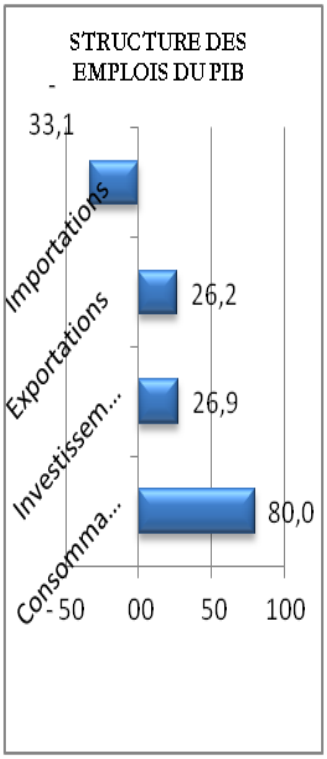
Le recul du commerce et les bonnes performances de l'administration publique

Le secteur tertiaire croit de +2,5% en 2011 contre une augmentation de +7,8% en 2010.

En 2011, l'activité du secteur tertiaire marchand est restée globalement atone (+0,1%). Si les postes et télécommunications ainsi que l'intermédiation financière ont bien progressé, les activités commerciales ont reculé (-10,8%). Le recul du commerce peut s'expliquer d'une part par les effets d'entrainement dû à la morosité du secteur primaire et d'autre part par les difficultés que connait la nationale d'hydrocarbure. En effet, la stratégie de maintien du prix à la pompe à un niveau fixe ces dernières années a déstabilisé la SONABHY, pourtant leader de la branche.

Au niveau du secteur tertiaire non marchand, la croissance est forte en 2011 : +7,5% contre +0,9% en 2010. L'activité des administrations publiques et des ISBL progresse de +8,2% en 2011 contre +0,2% en 2010.

Au total, la contribution du secteur tertiaire à la croissance économique en 2011 est de 1,2 point.



EVOLUTION DE LA DEMANDE

L'analyse de la valeur ajoutée selon les principaux postes de dépenses montre qu'en 2011, la consommation finale des ménages ainsi que celle des administrations publiques augmentent. Les investissement s'accroissent remarquablement (+22,7%) sous l'impulsion du secteur minier et des réalisations de l'Etat. Les exportations et les importations connaissent des bonds importants.

Le solde de la balance commerciale s'améliore de 35 milliards de francs courant mais demeure déficitaire.

En termes de structure, la demande intérieure occupe toujours une place prépondérante : la consommation finale à elle seule représente 80% du PIB courant. Par ailleurs, les importations représentent un tiers de la valeur ajoutée globale à prix courant. L'investissement et les exportations occupent des parts similaires : autour de 26% du PIB courant.

Du côté de la demande, l'investissement est le moteur de la croissance économique.

Principalement impulsé par le boom minier, en 2011, l'investissement contribue à la croissance à hauteur de 6,7 points. C'est le moteur de la croissance économique du point de vue des emplois du PIB. Quant à la consommation finale, elle contribue à hauteur de +3,8 points à la croissance économique.

En enfin, les exportations nettes viennent annihiler cet effet en contribuant négativement à la croissance économique (-3,8 points).

« LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES ET DES ADMINISTRATIONS PROGRESSENT EN 2011 (+3,3% ET +7,4% RESPECTIVEMENT). »

LA CONSOMMATION FINALE

La consommation finale des ménages et des administrations publiques augmentent.

La consommation finale totale progresse de +4,3 % en volume en 2011 après +3,2% en 2010. Son rythme d'évolution s'est accélérée ces trois dernières années à la fois pour ses deux composantes. Ainsi, la dépense de consommation finale des ménages a progressé de +3,3% en 2011 contre 2,4% en 2010. En termes d'explication, d'une part la bonne croissance du secteur secondaire a généré plus d'emploi et de revenu pour les ménages. D'autre part , la maitrise de l'inflation après la crise de 2008 a certainement incité les ménages à consommer plus.

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2011		
Libellés	2009	2010	2011	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	1,8	3,2	4,3	4 061,2	3 028,5	3,8
Dont : Ménage	1,6	2,4	3,3	3 020,5	2 240,7	2,1
Administrations publiques	2,6	6,0	7,4	1 040,7	787,8	1,6
(2) Investissement : (21) +(22)	12,3	18,1	22,7	1 363,4	1 208,9	6,7
(21) *Formation brute de capitale fixe*	15,4	18,1	24,0	1 284,8	1 194,7	6,9
Dont : Privée	30,0	20,6	27,2	748,1	657,9	4,2
publique	2,6	15,2	20,3	536,7	536,9	2,7
(22) *Variations des stocks*	-49,9	22,1	-34,1	78,6	14,1	-0,2
(3) Exportation nette (31) – (32)	10,7	-3,6	24,3	-349,4	-651,7	-3,8
(31) *Exportations*	17,8	65,6	21,3	1 328,1	656,3	3,4
(32 *Importations*	13,3	22,4	22,7	1 677,5	1 308,0	7,2
PIB = (1) +(2) +(3)	3,0	8,4	6,6	5 075,2	3 585,7	6,6

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

En effet, les mesures prises par le gouvernement ont consisté à stabiliser le prix des carburants, à baisser les prix de certaines denrées alimentaires, à augmenter les indemnités de logements des travailleurs, etc. Ceci a contribué à baisser les prix des produits de première nécessité mais aussi à rehausser le revenu disponible des ménages. Ces mesures gouvernementales ont impacté sur le train de vie de l'Etat dont la consommation finale s'accroit de + 7,4%.

Une structure de la consommation finale qui varie légèrement.

La répartition des dépenses de consommation des ménages par ordre d'importance a peu varié ces trois dernières années. On note par ordre d'importance les dépenses alimentaires (57,2%), l'acquisition des biens durables (8,50%), l'énergie (7,5%), les services de logement (4,3%), textiles et habillement (4,1) et hôtellerie et restauration (3,5%). La communication représente +2,5% du budget global des ménages.

Cependant, le poids des dépenses alimentaires dans la consommation finale des ménages à prix courant augmente ces dernières années tandis que celui des biens durables et de la communication diminuent.

« LE POIDS DES DÉPENSES ALIMENTAIRES DANS LA CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES À PRIX COURANT AUGMENTE CES DERNIÈRES ANNÉES TANDIS QUE CELUI DES BIENS DURABLES ET DE LA COMMUNICATION DIMINUENT. .»

L'INVESTISSEMENT

Un accroissement des investissements en 2011

En 2011, les investissements se sont accrus de +22,7% par rapport à l'année précédente.

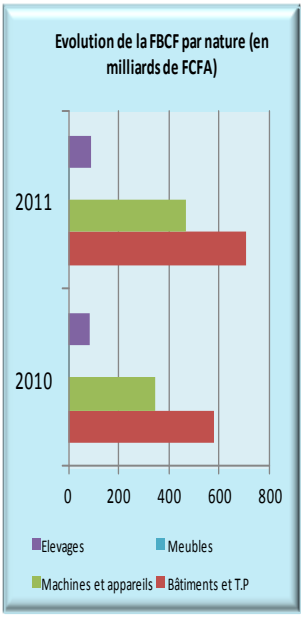
Cet accroissement concerne aussi bien les investissements privés (+22,2%) que publics (+20,3%).

La valeur à prix courant de l'investissement privée a atteint un record de 748 milliards de FCFA sous l'impulsion des investissements dans le secteur minier. Par ailleurs, la poursuite des grands chantiers de construction et de modernisation des infrastructures publiques ont boosté l'investissement public.

En termes de produits investis, les bâtiments et travaux publics arrivent toujours en première position (55% dans la FBCF en valeur courante). Ensuite ce sont les machines et équipements (36%) puis l'investissement productif en bétail (7%). L'acquisition de brevets et de licences commencent à prendre de l'importance parmi les produits investis, en relation avec le développement de la recherche minière.

Les variations de stock sont positives : +14,1 milliards de francs constants au prix de 1999. Par ailleurs, elles sont en repli par rapport au niveau atteint en 2010.

La mauvaise récolte agricole de septembre et l'évolution de la consommation finale illustrent bien cette situation.



LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

Le solde du commerce extérieur s'améliore grâce à une évolution des exportations plus importante que celle des importations.

En 2011, le solde du commerce extérieur s'est amélioré de trente cinq milliards de francs courants, grâce à une évolution plus importante des exportations par rapport aux importations.

Malgré cet état de fait, la balance commerciale est toujours déficitaire (-6,9% du PIB courant).

Globalement, les échanges nettes ont négativement contribué à la croissance économique (-3,8 points de pourcentage).

Une forte augmentation des exportations et des importations.

En 2011, les exportations de biens et de services bondissent de +21,7% en francs constant de 1999.

Cette hausse est essentiellement expliquée par l'expansion du secteur minier. En effet, les exportations d'or ont atteint 853 milliards de francs courant en 2011 contre 535 milliards de FCFA l'année précédente. L'or représente 73% des exportations totales contre 11% pour le coton.

Quant aux importations, ils progressent fortement : +22,7% en volume.

Le dynamisme du secteur secondaire et la hausse du revenu des ménages ont augmenté les besoins en intrants intermédiaires et en produits agro-alimentaires .

« EN 2011, LE SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR S'EST AMÉLIORÉ DE 35 MILLIARDS DE FRANCS COURANTS. IL RESTE CEPENDANT DEFICITAIRE (-6,9% DU PIB).»

LA FORMATION DES PRIX

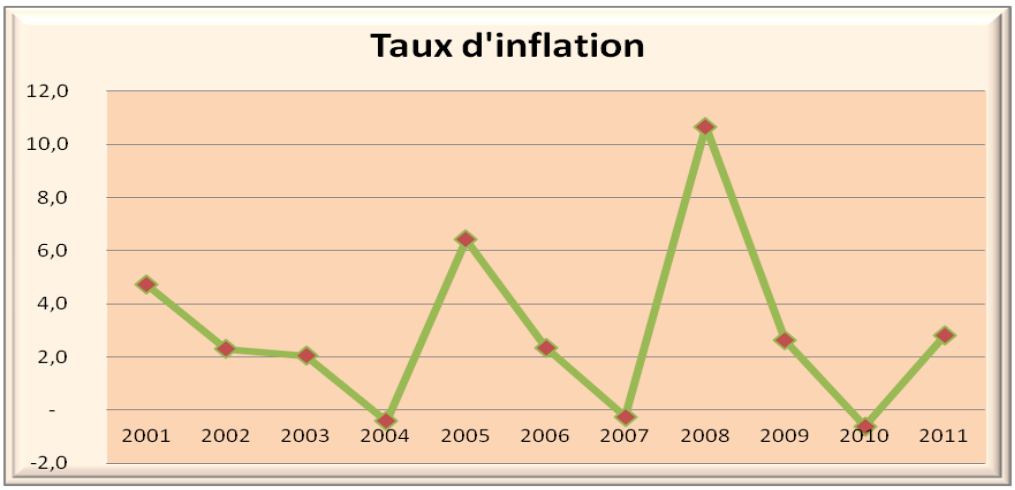
La reprise de l'inflation en 2011.

En 2011, le taux d'inflation mesuré par l'IHPC est de 2,8% contre -0,6% en 2010 ; ce qui permet de respecter la norme communautaire UEMOA de 3%.

Cette reprise de l'inflation est imputable à la hausse des prix des produits alimentaires et des services de restauration. En outre, la mauvaise campagne agricole 2010-2011 et la hausse des prix des produits importés ont provoqué une tension sur le marché des céréales et une hausse sensible des prix alimentaires.

En effet, les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont progressé de +6,1% contre +1,5% en 2010. Par ailleurs, les prix des services des restaurants et Hôtels ont évolué de +6,6% tandis que ceux de la fonction « communication » chutent (-18,6%).

« EN 2011, LE TAUX D'INFLATION MESURÉ PAR L'IHPC EST DE 2,8% CONTRE -0,6% EN 2010 ; CE QUI PERMET DE RESPECTER LA NORME COMMUNAUTAIRE DE L'UEMOA QUI EST DE 3%»



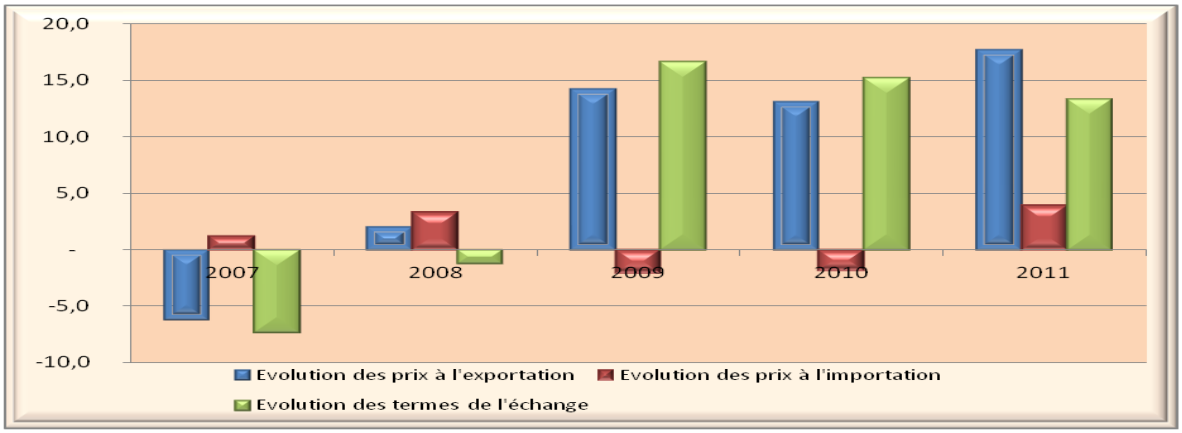
Une forte hausse des prix à l'exportation et une hausse modérée des prix à l'importation

En 2011, les prix à l'exportation grimpent (+17,6% contre +13,1% en 2010).

Cette évolution s'explique essentiellement par l'envolée du cours international de l'or non monétaire et l'embellie des prix du coton.

Quant aux prix à l'importation, ils ont renoué avec la hausse (+3,9%) après deux années de baisses consécutives.

En conséquence, les termes de l'échange se sont améliorés : ils ont atteint une valeur de 157,8 % soit une amélioration de plus de 18 points par rapport à l'année précédente;



LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

Le pouvoir d'achat des ménages continue de s'améliorer

En 2011, le pouvoir d'achat des ménages continue de progresser mais à un rythme plus faible que l'année précédente.

En effet, sous l'action combinée de la poursuite de l'amélioration du revenu disponible brut (RDB) des ménages et de la reprise de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages augmente de (+5%) en 2011 alors qu'en 2010 il s'appréciait de (+8%).

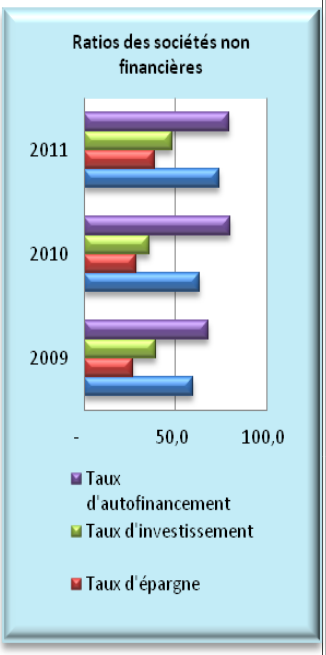
Le revenu disponible brut (RDB) des ménages augmente de +7,9% en 2011, poursuivant la forte croissance entamée en 2010 où il s'appréciait de +7,4%. La nette amélioration du RDB s'explique à la fois par la croissance de la rémunération des salariés et une hausse des prestations sociales et des transferts reçus des administrations publiques (APU). La rémunération des salariés augmente de +10,7% en 2011 et poursuit la hausse de +10,1% réalisée en 2010 sous l'impulsion de l'augmentation de la rémunération des salariés de l'administration publique (+13,7%) et des sociétés non financières (+12%). Les prestations sociales et les transferts reçus des administrations publiques (APU) progressent respectivement de (+9,8%) et (+22,1%) en 2011. Le renforcement de l'aide destinée aux couches défavorisées de la population, la revalorisation du statut des enseignants chercheurs et l'indemnisation des victimes des troubles socio politiques que le Burkina Faso a connus au 1er semestre 2011 ont contribué à cet accroissement. En outre, la mauvaise campagne agricole 2011-2012 qui a conduit au recul la valeur ajoutée du secteur primaire de (-3,9%) n'a pas altéré l'amélioration du revenu disponible brut des ménages et la croissance de l'activité économique dans le secteur institutionnel des ménages. En effet, le revenu mixte du secteur progresse de +6,6% en 2011 contre +12,1% en 2010.

Aussi, l'épargne des ménages continue d'augmenter en 2011. Le taux d'épargne des ménages atteint 16,1% en 2011 et augmente de 1 point par rapport à l'année précédente. Cette appréciation de l'épargne des ménages résulte de la hausse du RDB des ménages. Le taux d'épargne financière des ménages en 2011 s'établit à 5,6% contre 5,8% en 2010.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

Les taux de marge et d'épargne des sociétés non financières continuent de s'améliorer

Le taux de marge des sociétés non financières s'améliore continuellement depuis 2009. En 2011, il croit considérablement: +10,6% contre +3,5% en 2010; en relation avec une forte augmentation de la valeur ajoutée des sociétés (+34,7% en 2011 contre +29,1% en 2010). Le taux d'épargne évolue similairement atteignant un niveau de 38,6% en 2011 contre 28,7% en 2010. Le taux d'investissement qui avait baissé en 2010 (-3,4%), s'accroit de +12,7% en 2011 et le taux d'autofinancement baisse légèrement de -0,6% et passe de 80,3% à 79,7%. La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée continue sa baisse entamée en 2009 et passe de 37,3% en 2009 à 25,6% en 2011.



Amélioration du taux de marge des sociétés financières en 2011 contre une baisse continue de leur taux d'épargne et d'investissement.

Le taux de marge des sociétés financières s'améliore en 2011 (hausse de + 6,0% contre une baisse de -1,9% en 2010). Leur taux d'épargne et d'investissement continuent de baisser. Le taux d'épargne passe de 35,8% en 2010 à 33,4% en 2011. Le taux d'investissement quant à lui baisse : -7,2% en 2011 contre -0,2% en 2010 induisant une hausse de leur taux d'autofinancement qui passe de 215,9% en 2010 à 358,3% en 2011. La part de la charge salariale baisse en 2011 : -5,2% après une légère hausse de + 0,5% en 2010.

LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Un ralentissement du besoin de financement et une forte hausse de la dette intérieure des administrations publiques.

Le besoin de financement des administrations publiques baisse en 2011 passant de -148,8 milliards en 2010 à -118,7 milliards en 2011 soit une amélioration de +20,2%. Cette baisse s'explique par un accroissement des recettes et dons de +19,0% contre une hausse de +3,8% pour les dépenses publiques.

En revanche, les recettes hors dons augmentent de +16,5% alors que les dons s'accroissent de +27,5%, traduisant ainsi une reprise de la croissance des dons qui étaient en baisse en 2010 de –14,4%.

Quand aux prêts nets, leur niveau passe de -6,2 milliards en 2010 à 2,7 milliards en 2011. Ainsi, le ratio déficit global rapporté au PIB s'améliore (2,1% en 2011 contre 4,5% en 2010).

En ce qui concerne la dette publique, son encours en fin 2011 s'établit à 1 459,6 milliards de francs CFA, soit une hausse de 10,2% par rapport à l'encours en fin 2010 qui était de 1 324,4 milliards de francs CFA.

En pourcentage du PIB, l'encours en fin de période représente un taux d'endettement de 40,7% en 2011 contre 39,4% en 2010, soit une augmentation de +1,3%.

La composante dette publique intérieure s'est fortement accrue avec un taux d'accroissement de +39,3% contre +4,8% pour la composante dette publique extérieure.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,
CONNAÎTRE C'EST MESURER

Directeur Général :	**Pr Baya BANZA**
Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques :	**B. François RAMDE**
Chef de service des comptes nationaux :	*Pousga Dieudonné SAWADOGO*
Rédacteurs :	*Daouda ZOUNGRANA* *Issaka NIANGAO* *Fati ZOURE* *Rahmani SIGUENAM* *Wendéyidé KABORE*
Relecteurs :	*Pascaline OUOBA* *David TIENDREBEOGO* *Maliki OUEDRAOGO* *Edouard TAPSOBA* *Yacouba TRAORE* *Elysée KABORE* *Mahamado OUEDRAOGO*